Grippe A. A quoi jouent les médecins ?

To vaccinate or not to vaccinate ? Belle question, n'est-il pas ? Alors que l'hiver approche, le 20 décembre, que les cotillons trépignent d'impatience à l'idée de revoir le jour, bref que tant de sujets d'importance se bousculent à nos esprits, voilà que le grippe A connaît une poussée de fièvre. En cause : la ruée vers les centres de vaccination, en raison d'une prise de conscience un peu tardive de certains patients et d'une mauvaise organisation à la fois des centres de vaccination et du mode de convocation aux rendez-vous de vaccination. Décidément, cette affaire sanitaire, qui n'est ni à prendre à la légère ni à prendre avec plus de gravité qu'il n'en faut en comparaison à d'autres crises sanitaires plus urgentes, est très révélatrice de notre société et de ses dérives notamment de la considération du risque dans sa fonction politique.

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/xb19ro_reportage-arte-sur-le-virus-a-h1n1_news[/dailymotion]

Faites ce que je dis, pas ce que je fais

Outre l'obscure crainte des vaccins en eux-mêmes, et de leurs adjuvants, présents on le sait depuis plusieurs années dans les vaccins classiques (On peut même entendre parfois des fumeurs se plaindre ou s'inquiéter de la présence d'aluminium dans ces adjuvants là où une seule cigarette cumule près de 400 substances dangereuses), voici venu le temps des revendications.

Ce week-end, ce sont les médecins qui ont à nouveau tiré… la couverture à eux par l'intermédiaire du président de leur syndicat qui réclame : « Les médecins généralistes s'inquiètent de voir la possibilité de vaccination dans leurs cabinets repoussée au printemps. Se priver du soutien complémentaire des médecins généralistes dans cette campagne de vaccination est incompréhensible. Les patients les plus fragiles y compris les patients isolés à domicile doivent être vaccinés le plus rapidement possible compte tenu de la rapidité de progression de l'épidémie. Ces patients sont précisément ceux qui présentent le plus de risques de complications graves en cas de grippe". MG France (même si A la Réunion, l'avis d'un syndicat de médecin, déroge à cette position) souhaite pouvoir proposer à ces patients une vaccination complémentaire, souple et sûre dans les cabinets de leurs médecins généralistes traitants ». L'intention serait louable si elle n'avait pas été précédée par un sentiment de flou artistique chez les médecins eux-mêmes. Lors de différentes études d'opinion publiées ces dernières semaines, les médecins à une courte majorité indiquaient leur non-volonté de ne se faire vacciner, 52% d'entre eux et les infirmiers à plus de 75%. Les mêmes qui refusaient la vaccination pour eux-mêmes il y a un mois demande donc que la vaccination se fasse dans leurs cabinets. Autant dire qu'alors la facture serait encore plus lourde pour la sécurité sociale. En sus du coût du vaccin, près d'un milliard d'euros au total, il faudrait ajouter les 22 euros de consultation. Imaginons 30 millions de français vaccinés par leur médecin traitant, et pourrait-on leur reprocher d'aller se faire vacciner chez leur médecin habituel plutôt que d'aller « attraper une rhinopharyngite » en attendant dans le froid dans un centre de vaccination. 30 millions fois 22 euros : 660 millions d'euros supplémentaires de dépenses. Ce qui a fait pester François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, parlant de "question de pognon".

Une vaccination au cas par cas par les médecins traitants, c'est ce que demande les médecins depuis plusieurs semaines.

Vaccin grippe a : les médecins divisés - wideo
François Fillon a demandé aux médecins et personnels de santé de se faire vacciner contre la grippe A mais les médecins sont réticents. Selon un sondage Ifop pour le Quotidien du médecin, seul un médecin sur deux a l'intention de se faire vacciner.

Mots-clés : vaccin grippe médecins vaccination personnel de santé Videode bfmtv

Une culture de l'influence

Un mois plus tard, donc direction l'autre sens. Ces tergiversations entraînent un doute au sein de la population qui, dans la relation hippocratique qui caractérise la relation médecin-malade, une confiance face à une conscience et malgré les liens, via les visiteurs médiaux, qui les unissent bon gré, mal gré, avec les laboratoires pharmaceutiques.

Pour les médecins, l'usage de l'influence appartient à la génétique de cette profession, très présentes au sein de l'Assemblée nationale. Récemment, ils se sont ainsi mobilisés :

- - Sur la liberté d'installation quand l'assemblée débattait de mesures coercitives afin d'obliger les médecins à s'installerdans des zones sous-dotées en médecins.
- - Sur la reconnaissance des diplômes des médecins étrangers en France et qui officient dans les hôpitaux français. Ils seraient plus de 10.000 et on entend rarement les syndicats médicaux protester contre cette injustice.
- - Sur la revalorisation du prix de la consultation, à 22 euros aujourd'hui, et qu'ils aspirent à faire remonter.
- - Sur les questions d'assurances pour les gynécologues par exemple qui menacent de faire grève. Face à la judiciarisation de la médecine, et des risques inhérents à leur métier, leurs frais d'assurance augmentent…
- L'absence de sanctions aux médecins qui n'acceptent pas les personnes bénéficiaires de la CMU
- La non-publication des liens, contrairement à la législation en vigueur, entre les médecins qui interviennent dans le débat public et les laboratoires pharmaceutiques

Et ainsi de suite, si certaines des revendications médicales peuvent apparaître justes, ou *a minima* nécessiter un débat public et parlementaire, cette quête de l'influence, cette culture du combat dessert au final ce qui s'en font les défenseurs. Au risque de creuser un peu plus le fossé entre la population et les corps constitués,avec les risques que cela génère dans l'organisation de notre société qui, en ces temps agités, suppose à la fois civisme et sens du collectif.

Cadeau Bonus. Et entre deux éternuements, voici de quoi rire un peu.

[youtube]http://www.youtube.com/watch?v=cef5oFX0Z4Q[/youtube]